Une Marche entre rêve et cauchemar

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2685>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2685

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 175-179

ISBN : 978-2-919040-24-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Une Marche entre rêve et cauchemar », *Hommes & migrations* [En ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 20 mars 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2685> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2685>

KIOSQUE

UNE MARCHE ENTRE RÊVE ET CAUCHEMAR

MUSTAPHA HARZOUNE

1983-2013. Trente ans. Une génération. Un anniversaire. Celui de la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Cette année tout le monde y va de son initiative. Rien à voir avec les dix ans, puis les vingt ans. *"Une avalanche commémorative"* (*Libération*, 15 octobre) de livres, films, colloques, spectacles, expositions, articles et autres dossiers de presse, un tour de France en minibus ou *"caravane de la mémoire"*, enfin 455 000 euros débloqués par le gouvernement pour financer 70 actions. Tous les points de vue se bousculent. Laudatifs : *"Mai 68 des jeunes immigrés (sic)"*, *"acte de naissance politique des descendants d'immigrés"*, événement important de *"la mythologie française"*, *"victoire morale"*, *"une reconnaissance incroyable"*... Ou dépréciatifs, avec son lot de commentaires sur le coût de l'immigration, les dérives du communautarisme à la sauce "black-blanc-beur", sans oublier les procès en islamisme jusqu'aux déchaînements racistes ou les inévitables nostalgies de l'Algérie française... Chacun cuisine l'événement à sa sauce : postcoloniale, religieuse avec dénonciation de l'islamophobe, fraternelle, laïcarde ou encore – eh oui ! – *"arabo-orientale"* (*La Croix*, 11 novembre).

Que l'on considère qu'elle fut utile ou vaine, animée d'une dynamique propre ou instrumentalisée (par les socialistes et SOS Racisme), que l'on insiste sur ce qui s'est amélioré ou dégradé... tous les commentaires convergent : *"Les combats que*

mènent les militants pour les quartiers populaires n'ont pas vraiment changé : la lutte contre le racisme et les discriminations, le droit à l'égalité réelle et la lutte contre les violences policières" (*Libération* 14 octobre). François Sergent dans son édito parle de *"bégaïement"* : *"Trente ans plus tard, l'histoire bégaie à Brignoles et la France ne sait toujours pas vivre avec ses enfants nés de l'immigration"* ; *"une fois au gouvernement, les socialistes ont enterré leur promesse de récépissé pour les contrôles d'identité ou de droit de vote des étrangers – promis par Mitterrand aux marcheurs de 1983. (...) Eux qui alors faisaient 'une déclaration d'amour à la France'. Qu'elle leur a bien mal rendue"*.

"Dans les années quatre-vingt, nous étions d'une marche légère et c'est peut-être pour ça qu'elle fut vaine et qu'elle nous a conduits nulle part, a écrit Madgyd Cherfi. Les générations d'aujourd'hui se moquent ; elles n'ont pas tort : 'Vous auriez dû tout brûler plutôt que de chanter Douce France, peut-être aurions-nous hérité d'un peu plus de respect.'" Eh oui ! "La Marche est née d'un rêve, d'un désir, d'une envie collective de crier. Ce rêve n'existe plus aujourd'hui. Toute une génération est devenue apolitique et ne semble plus croire en rien. Le pogon règne. Les jeunes ne marcheront plus, je crois qu'ils casseront", dit Hanifa Taguelmint, une ancienne de la Marche (site marsactu.fr, 22 octobre).

Trente ans plus tard, la France raciste serait de retour, selon le journaliste Harry Roselmack (*Le*

KIOSQUE

Monde, 4 novembre). Il ne fait pas bon être rom ou noir en 2013. La France a besoin de rêve et d'idéal, on lui prépare un cauchemar. "Il y a dans la société française un mouvement de flux et de reflux où rien n'est définitivement acquis. Plus il y a de gains vers l'égalité, plus il y a de secteurs qui se crispent", résume Mogniss Hamed Abdallah, cofondateur de l'agence de presse IM'média. (*Le Monde*, 10 octobre). Petit rappel : il y a trente ans, *Libération* publiait son premier long reportage consacré à la "Marche des Beurs", dont la version originale a été rééditée par le quotidien. Christian Delorme y déclarait : "Cette Marche doit montrer qu'en France, les thèses racistes ne sont pas les seules. Les marcheurs donnent l'occasion à une autre partie de la population de se manifester."

Rêver et espérer

La Croix (15 octobre) rappelle que la Marche de 1983 "s'inspire de la lutte des Noirs américains pour les droits civiques et de la philosophie de non-violence popularisée par Gandhi". En 2013, les principaux animateurs de la Marche conservent le même état d'esprit à propos d'une initiative lancée comme "une déclaration d'amour". Pour Toumi Djaidja, ce 30^e anniversaire doit servir de "message d'espoir". "Certes, les discriminations perdurent mais, selon lui, l'histoire de la Marche appelle les jeunes à se mobiliser. Il ne faut pas qu'ils tombent dans un discours victimaire. Les bourreaux raffolent des victimes" (*Libération*, 15 octobre). Dans *Le Monde* du 11 octobre, celui "qui avait lancé aux quelque 100 000 manifestants venus rejoindre la Marche pour l'égalité, le 3 décembre 1983, à Paris, 'Bonjour à la France de toutes les couleurs', déclare : 'Je sais ce que mon père a vécu, ce que j'ai moi-même enduré, et je vois aujourd'hui ce que mes enfants vivent. Il faudrait être fou pour ne pas voir ce qui a changé.' Il sait les contrôles de police incessants, les discriminations, toutes ces humiliations encore subies par ses petits frères.

Mais il insiste : 'Le tableau s'est éclairci.' Mais pour que la société bouge encore, répète-t-il de sa voix douce, 'il faut continuer à marcher'.

Dans *L'Express* (21 juin), il rappelle que "la tension était arrivée à un paroxysme" avec une série d'agressions racistes, de rodéos et d'affrontements avec les forces de l'ordre. "L'idée de la Marche a germé pour désactiver ce cercle de violences".

À Aubervilliers, Christian Delorme, qui présidait le 24 octobre un conseil municipal extraordinaire, "a salué cette initiative placée sous le signe du 'rêve'. Une notion essentielle pour le 'curé des Minuettes'" (*La Croix*, 25 octobre).

Dans *L'Humanité* du 15 octobre, Maurice Ulrich, qui réclame un peu moins de commémorations et un peu plus d'actes de la part du gouvernement, ne parle pas de rêve mais écrit à propos de la Marche : "Ce fut dans la France d'après-1981, où l'espoir était encore permis, comme une vague. Le monde pouvait changer et dans ce monde les souffrances et les humiliations des immigrés et de leurs enfants."

Amnésie et ambiguïtés

Selon un sondage de la Licra réalisé par l'institut Opinion Way, 19 % des Français – et seulement un quart des plus de 40 ans (23 %) – se rappellent la marche de 1983. "Ce qu'on a souvent appelé le 'Mai 68 des jeunes immigrés' semble n'avoir pas marqué les mémoires. (...) 'Personne ne se rappelle cette histoire parce c'est une histoire qui concerne les Arabes. Et nous, nous avons oublié de la raconter', veut croire Saïd Kebbouche, directeur d'Espace projet interassociatif à Vaulx-en-Velin et militant PS." "Cette amnésie illustre surtout le rapport ambigu et conflictuel entre la gauche et la jeunesse des banlieues. Le PS, méfiant à l'égard d'associations remuantes de jeunes des cités, a préféré soutenir ses alliés de SOS Racisme (...). Le PCF a longtemps regardé les marcheurs comme des jeunes utilisés par le PS pour 'détourner' de la ques-

tion sociale. Les querelles internes au milieu associatif issu de l'immigration, entre ceux qui cherchaient une reconnaissance auprès des élus et les plus radicaux, ont miné toute possibilité de résurgence politique de cette jeunesse des banlieues" (Le Monde, 11 octobre).

Pour le sociologue Abdellali Hajjat, "La Marche des Beurs [reste] un événement qui aura fait date et appartient aujourd'hui à la mythologie française. Avec son lot d'imaginaire. Ainsi, (...) l'un des mythes attachés à cette marche consiste à penser qu'à l'époque, les questions religieuses n'auraient pas posé de problèmes. (...) En réalité, lors de la Marche, 'la question de la liberté de culte a bel et bien émergé, avec la revendication de donner aux mosquées la même place qu'aux églises'. Deuxième mythe : les marcheurs se seraient laissé bercer d'illusions tout en se faisant instrumentaliser par le PS. 'SOS Racisme n'est apparu que fin 1984 et a alors pris de l'ampleur. Mais avant, en juin, les associations n'avaient pas réussi à construire un rapport de force favorable avec les autorités lors des assises nationales des jeunes issus de l'immigration'. Et il leur faudra encore du temps pour se faire entendre plus largement" (La Croix, 15 octobre).

Peut-être qu'entre la revendication de lieux de culte dignes et l'affichage d'une identité monochrome et monomaniaque – un "phénomène de repli identitaire", dixit Christian Delorme (L'Express.fr du 20 novembre) –, il y a un pas. Dans son article "Au slogan 'black-blanc-beur' ont peu à peu succédé les revendications religieuses", Boris Thiolay écrit qu'à Vénissieux, "il y a dix ans, aucun jeune issu de l'immigration ne se définissait comme musulman. Aujourd'hui, leur référence à l'islam est omniprésente". "Vingt ans après, les jeunes des Minguettes affirment que le pays est passé d'un racisme anti-arabe à un racisme anti-musulman". "Il y a un mur invisible autour de la ZUP", renchérit Patrick Henry, 42 ans, autre ancien marcheur. (...) Et, quand les autorités s'appuient sur les imams plutôt que sur les associations pour prévenir les problèmes, qui laisse prospérer le

communautarisme?" (L'Express.fr du 20 novembre). Même opinion chez la journaliste Ouafia Kheniche qui regrette que les pouvoirs successifs "aient préféré faire confiance à des proches des religions et pas assez aux associations politiques" (L'Humanité, 8 octobre).

Dès lors, une question traverse bien des débats à l'occasion de cette commémoration : faut-il renouer avec l'esprit d'un rassemblement citoyen et unitaire ou faire de la Marche, dans sa version 2013, une dénonciation de ce qu'il est convenu d'appeler l'islamophobie ?

"Le groupe était pourtant très divers, souligne Toumi Djaïdja : 'Il y avait des jeunes, des vieux, des hommes, des femmes, des Gaulois et des immigrés'. Un mélange 'de lascars et de prêtres', décrit avec ironie une autre marcheuse, Marie-Laure Mahé" (L'Express.fr 21 juin) qui, sur le site rue89lyon, précise : "Ma participation à la Marche n'était pas que du soutien. Je me sentais tout autant agressée par cette partition qui régnait à l'époque. Je ne voulais pas vivre en apartheid" (22 octobre). "Ça a été le moment où la France a découvert que sa population avait changé", souligne le père Delorme. Sur les écrans de télévision, il y avait les têtes de Toumi, Djamel, Malika... qui apparaissaient comme des Français" (L'Express.fr, 21 juin).

L'événement a "secoué toute la société française" : "Tous ses acteurs assurent que cette Marche fut un événement fondateur. 'Ça a été une reconnaissance incroyable', se souvient Yamina Benchenni, animatrice du Collectif du 1^{er} juin à Marseille. 'Ce fut soudain un signe de respect et le signal pour nous d'investir le monde associatif, syndical, les milieux de l'entreprise', raconte Mogniss Abdallah" (Le Monde, 11 octobre).

Hanifa Taguelmint, une ancienne de la Marche et membre de l'association des familles de victimes de crimes racistes et sécuritaires, raconte : "Nous n'avions pas le temps de pleurer nos morts. Avec passion, avec engouement, nous étions hyper-actives. À mon sens, un engouement pareil ne s'est jamais retrouvé. (...) La Marche de Paris a con-

KIOSQUE

stitué un moment d'euphorie et de communion. Il régnait cette espèce de naïveté liée à notre jeunesse. Nous étions des Arabes, des juifs, des Blancs, un vrai bonheur partagé. Nous nous sommes dit, ça y est, on nous voit." Et d'ajouter : "En ce qui concerne les femmes, la Marche a clairement contribué à leur émancipation (...)" (marsactu.fr, 22 octobre). Le 22 octobre, sur le site rue89lyon.fr, Kaïssa Titous, "la présidente du Collectif jeunes qui a 'accueilli' la Marche à Paris 'rend hommage aux marcheurs qui ont 'ouvert un sillon' en créant une dynamique importante dans les quartiers, particulièrement chez les femmes". Pourtant, aujourd'hui, "les femmes sont devenues invisibles dans l'espace public", "La position des femmes s'est détériorée dans les quartiers. Il faut le reconnaître." Fatima Mehallé "pointe aussi une transformation du racisme en islamophobie. Mais elle dit ne pas le subir : 'Je suis musulmane mais je suis moderne. La relation que j'entretiens avec Dieu ne regarde que Dieu.' Elle se dit effrayée par le nombre de femmes qu'elle voit voilées : 'Les femmes sortent plus mais elles doivent porter le hijab ou un jogging. Sinon, elles se font traiter de putes.'"

“On peut naître français sans jamais le devenir, ça en donne des raisons de marcher”
(Madgyd Cherfi)

Dans *Le Monde* du 10 octobre, Sylvia Zappi, rap-pellée : "La Marche va devenir la métaphore de ce que vit toute une génération : ils sont d'ici et clament qu'ils vont y rester. (...) La génération qu'on a appelée 'beur' explose alors : elle investit les associations, la culture, apparaît pour la première fois à la télévision et dans la littérature. La France se découvre multiculturelle et ses immigrés deviennent eux aussi des acteurs. Cela ne va pas durer." La société française porterait "encore sur eux un regard empreint d'ambivalence". "Anissa Kaki témoigne de cette ambiguïté. (...) La jeune

femme de 23 ans, apprentie comédienne, se sent 'complètement' française. Et quand on lui parle d'égalité, elle répond qu'elle a les mêmes problèmes qu'un jeune Français habitant en banlieue, les mêmes galères pour trouver un logement, un emploi. 'On ne trouve pas notre place, on n'est pas entendus', explique-t-elle simplement. Mais elle sent aussi les préjugés que suscitent sa peau mate, ses cheveux frisés et son nom : 'Il y a toujours cette petite question sur mes origines. Je ne comprends pas pourquoi on me demande d'où je viens alors que je suis née à Argenteuil !' (...). 'Je reviens d'une tournée à Berlin, et là-bas j'étais française, tout simplement.'" À ses yeux, il faut juste que "les jeunes de banlieue aillent là où on ne les attend pas et y excellent".

L'Humanité du 8 octobre, présentant le webdoc réalisé par Ouafia Kheniche sur la Marche pour France Info, rapporte les propos de Selma : "On parle de la France comme d'une mère patrie. Mais on a l'impression d'être des enfants adoptés à qui on répète : 'Vous êtes des enfants naturels, vous ne pouvez pas avoir les mêmes prétentions que les Français dits de souche.'"

Plus de chèque en blanc !

Aujourd'hui, les mobilisations continuent. Autrement. Prof de français en Seine-Saint-Denis, Sihame Assbague, 27 ans, est l'une des porte-parole du collectif Stop le contrôle au faciès, qui mène depuis deux ans campagne contre les contrôles de police discriminatoires. Elle tire les leçons de la Marche : "Le Parti socialiste a voulu récupérer ce mouvement à travers SOS Racisme, mais n'en a rien fait concrètement. Il s'est servi de ces jeunes. Et l'histoire se répète. En 2012, François Hollande a lui aussi tenté de faire croire aux jeunes des quartiers qu'il agirait sur les contrôles discriminatoires... Sitôt élu, terminé" (*Libération*, 14 octobre). Il faut agir, mais autrement : lobbying politique auprès des parlementaires, mobil-

isations sur les fronts juridique (en assignant l'État en justice pour discrimination) et médiatique... *"C'est ce qui a changé dans notre génération : les droits, on ne va plus se contenter de les réclamer, on va les prendre"*, explique Sihame Assbague.

Le militantisme dans les quartiers existe et a changé : plus pragmatique, davantage spécialisé dans ses luttes, il est *"surtout"* extrêmement méfiant vis-à-vis de la classe politique. *"La Marche pour l'égalité [y reste] une référence historique, parce qu'elle a permis à une génération de relever la tête et de sensibiliser la société au problème des quartiers populaires, aux questions d'égalité et de racisme. Mais aussi une leçon, parce que cette forte mobilisation n'a pas actionné les leviers pour le vrai changement"*, dit Réda Didi. Ce consultant-enseignant, ancien militant vert des cités de Meaux (Seine-et-Marne), a monté (...) un *think-thank*, *Graines de France (...)*, qui défend *"notamment le principe d'empowerment – c'est-à-dire la prise de pouvoir par les habitants –, qui trouve de plus en plus d'écho dans cette nouvelle génération de militants, souvent surdiplômés et très critiques à l'égard de toute forme de paternalisme"*.

"Lors de la campagne présidentielle de 2012, beaucoup de ces militants des années 2000 avaient signé, avec d'anciens marcheurs et des chercheurs, l'appel d'un jeune élu socialiste marseillais, Nassurdine Haidari, intitulé 'Nous ne marcherons plus.' (...) Nassurdine Haidari a lui le sentiment que 'la Marche s'est heurtée à une forme d'indifférence

politique que l'on retrouve aujourd'hui'. Y compris, précise-t-il, dans son propre parti."

C'est justement pour ne pas signer de chèque en blanc au gouvernement que Toumi Djaïdja a refusé de *"rencontrer le ministre délégué à la Ville François Lamy, venu à Vénissieux pour les 30 ans de cette première grande mobilisation d'enfants d'immigrés. Dans un communiqué intitulé 'Acte de désobéissance civique, pourquoi je ne reçois pas M. le ministre François Lamy', [il] réclame des 'décisions concrètes' pour les banlieues. 'Si certains cherchent à capter l'héritage de sympathie suscitée par la Marche à travers cette commémoration, cela ne peut se faire à moindres frais, écrit-il. La commémoration doit être un moment fort où des décisions politiques courageuses et concrètes sont prises pour que l'histoire de nos quartiers populaires s'inscrive enfin dans l'histoire de notre pays'"* (Le Point.fr, 14 octobre).

L'*Humanité* par la voix de Maurice Ulrich du 15 octobre est sur la même longueur d'onde. L'éditorialiste évoque la *"dépolitisation progressive"* sur le terrain et *"l'instrumentalisation"* par une *"gauche morale"* de la Marche, via le *"Touche pas à mon pote"* qui a occulté *"pour partie les conditions réelles du changement. Car c'est bien cela qui est resté en panne. (...) Les proclamations de vertu républicaine sont sans doute nécessaires mais elles sont insuffisantes. La France doit se remettre en marche concrètement pour l'égalité, la liberté, la fraternité. Pas dans les mots, dans les actes"*. Et tant qu'à faire, ensemble ! Histoire de ne pas briser le *"rêve"*. ■